

d'importance aux questions commerciales présentant le plus d'intérêt pour les pays en développement. Ils ont voulu corriger ce déséquilibre en modifiant le rapport des avantages et situer le DDA dans le cadre du programme de développement plus large où entrent en jeu le FMI et la Banque mondiale. Du point de vue des pays en développement eux-mêmes, il s'agissait de réparer les torts attribués au Cycle d'Uruguay (par exemple le caractère restreint des gains commerciaux pour les pays pauvres, les pertes causées par les ADPIC et le fait que l'Occident n'ait pas honoré ses engagements d'assistance technique). Certains ont exprimé des opinions plus radicales, comme quoi toute la question se résumait pour les pays en développement au traitement spécial et différencié et à la défense de positions préférentielles menacées⁷. Cependant, pour plusieurs analystes, la grande importance accordée au développement est maintenant un des principaux facteurs qui compliquent la recherche de la voie où le Cycle de Doha pourra avancer.

Par conséquent, certains voient des raisons d'espérer dans l'effondrement de Cancún, au sens où cet échec a établi les conditions de l'allégement nécessaire d'un programme surchargé. Le programme réduit qui pourrait émerger de l'interruption du processus de l'OMC ayant suivi Cancún pourrait bien se révéler plus réalisable. Les échecs antérieurs attribuables à un excès d'ambition (la question du travail à Seattle, les questions de Singapour à Cancún) montrent que c'est là un risque pour l'OMC.

Selon une thèse complémentaire issue d'une perspective entièrement différente, il n'est pas si grave que le processus n'avance pas, étant donné que le système va déjà trop loin—en particulier le mécanisme de règlement des différends, qui pénètre profondément dans les institutions économiques, politiques et sociales d'États souverains. Les participants américains, en particulier les conservateurs préoccupés par les questions de souveraineté, voient un signal d'alarme dans le parallèle dressé récemment par la presse entre l'acceptation par les États-Unis

⁷ Cependant, on a mis en doute l'idée que le traitement spécial et différencié soit favorable au développement : ce traitement dispense les pays pauvres (contre leur intérêt supérieur, selon ce point de vue) d'adopter des réformes que l'Occident a déjà mises en œuvre et qu'il estime souhaitables pour les pays en développement.